

<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)<sup>2</sup></b>	Modalité de projet <b>Gestion indirecte</b> avec entité(s) à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.4
--	---

## 1.2 Résumé de l’Action

La Côte d’Ivoire, signataire de l’Accord de Paris, s’est engagée lors de la Conférence des Parties des Nations Unies sur le changement climatique (COP) 21 à réduire de 28 %, ses émissions de gaz à effet de serre. Elle finalise l’exercice de revue de ses Contributions déterminées au niveau national (CDN). Entre ces deux séquences, l’absence de processus de concertation n’a pas permis d’ancrer les engagements dans les politiques sectorielles. La faiblesse des indicateurs de mesure ne permet pas de renseigner la trajectoire climatique ivoirienne, de réaligner les politiques sur les engagements climatiques, et d’en évaluer les effets. Enfin, les enjeux liés au changement climatique sont peu connus du grand public.

L’action a pour objectif de rehausser les ambitions climatiques ivoiriennes, en s’appuyant sur le triptyque :

1. Mesurer: Asseoir le cadre de suivi-évaluation des engagements climatiques ivoiriens (atténuation, adaptation et résilience, appuis reçus) comme un outil d’aide à la décision,
2. Ancrer: Aligner les politiques économiques, sociales et environnementales avec les enjeux liés au changement climatique
3. Diffuser: Renforcer le plaidoyer ivoirien auprès des instances internationales et accompagner la société civile dans son rôle de sensibilisation au changement climatique mais aussi aux sujets liés aux droits des femmes, des jeunes et des populations vivant dans des conditions vulnérables.

Les objectifs de mesure, d’ancrage, et de diffusion se renforcent mutuellement : la régularité du processus de mesure supposera un dialogue accru avec les ministères sectoriels. Les concertations du gouvernement avec la société civile (en incluant les acteurs sur les questions de genre et la jeunesse), les collectivités territoriales, le secteur privé, légitimeront ces acteurs dans la lutte contre le changement climatique. Ainsi, ils contribueront mieux au processus de diffusion. Cette diffusion favorisera l’ancrage des questions de Changement Climatique dans les politiques publiques, qui sera mesuré par des instruments appropriés. L’action permettra au Gouvernement et plus particulièrement au ministère en charge de l’environnement de mieux mesurer la portée des actions d’atténuation et d’adaptation, mais également de disposer, selon une approche participative et inclusive, d’outils de pilotage de la politique climatique.

Le dispositif de suivi / évaluation proposé dans le projet permettra la mise en perspective de l’impact des actions soutenues par l’Union européenne au regard des enjeux climatiques. Il soutiendra le dialogue politique à engager dans le cadre de la diplomatie climatique et énergétique. Il sera un outil d’aide à la décision pour permettre au gouvernement ivoirien d’effectuer des arbitrages équilibrés entre différentes priorités politiques.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

L’Accord de Paris, que la Côte d’Ivoire a ratifié en octobre 2016, prévoit de contenir d’ici à 2100 le réchauffement climatique nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l’action menée pour limiter l’élévation des températures. Les Parties se sont engagées à produire leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN), qui établissent les actions identifiées par les Etats pour limiter leurs émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) (Atténuation), et pour renforcer leur capacité d’adaptation aux effets néfastes des Changements Climatiques (Adaptation). Les CDN sont revus tous les cinq ans, et se fondent sur le principe de transparence, en répondant à des grilles d’analyse communes. Chaque document des CDN devra présenter des efforts d’atténuation supérieurs à la précédente. Cette responsabilité commune est cependant différenciée selon le niveau de développement des Parties. Les pays et régions développés, en premier lieu l’Union européenne et ses

<sup>2</sup> Art. 27 NDICI